



**PRÉFET
DE VAUCLUSE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale de
la protection des populations**

Service Prévention des Risques Techniques

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE
pour l'exploitation d'une installation classée pour la protection de l'environnement
par la société PURFER
située sur la commune de Sorgues (84700)**

**LE PRÉFET DE VAUCLUSE
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

- VU** le code de l'environnement notamment les articles L181-1 et R181-45 ;
- VU** le code des relations entre le public et l'administration ;
- VU** le décret du 14 février 2024 publié au Journal officiel du 15 février 2024, portant nomination de M. Thierry SUQUET, en qualité de préfet de Vaucluse ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 11 septembre 1991 autorisant les Établissements JEAN VALETTE ET FILS à exploiter un dépôt de ferrailles à Sorgues ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire du 13 novembre 2015 encadrant les activités de la société GUY DAUPHIN ENVIRONNEMENT, quartier de la Malautière, route de Camsaud, à Sorgues (84700) ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire du 4 janvier 2019 renouvelant l'agrément de centre VHU exploité par la société GDE – Groupe ECORE sur son site industriel situé route de Camsaud à Sorgues (84700) pour la période du 11 janvier 2019 au 10 janvier 2025 ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire du 19 avril 2023 autorisant la société PURFER, filiale du groupe DERICHEBOURG ENVIRONNEMENT, à reprendre l'exploitation des installations précédemment exploitées par la société GUY DAUPHIN ENVIRONNEMENT, sur la commune de Sorgues (84700) ;
- VU** le courrier du 9 avril 1991 par lequel les Établissements JEAN VALETTE ET FILS a sollicité l'autorisation d'exploiter le dépôt provenant des activités de récupération de déchets de métaux, d'alliage et de résidus métalliques et de carcasses de véhicules hors d'usage et les pièces annexées à la demande ;

- VU** le rapport de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement en date du 27 mai 2024 transmis à la société PURFER par courrier du même jour, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;
- VU** Le projet d'arrêté préfectoral complémentaire porté à la connaissance de l'exploitant dans le cadre de la procédure contradictoire par courrier en date du 03 juin 2024 ;
- VU** l'absence d'observation de l'exploitant suite aux transmissions susmentionnées ;

CONSIDÉRANT que la société PURFER est autorisée à exploiter des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) quartier de la Malautière, route de Camsaud à Sorgues (84700), sous couvert de l'arrêté préfectoral d'autorisation initial du 11 septembre 1991 susvisé ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite d'inspection du 15 avril 2024, l'inspection des installations classées a constaté que certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation sont obsolètes au regard des évolutions du site et de la réglementation ;

CONSIDÉRANT le mince contenu (7 pages et des annexes) du dossier de demande initial accompagnant le courrier du 9 avril 1991 par lequel les Établissements JEAN VALETTE ET FILS a sollicité l'autorisation d'exploiter le dépôt provenant des activités de récupération de déchets de métaux, d'alliage et de résidus métalliques et de carcasses de véhicules hors d'usage et plus particulièrement la partie relative aux dangers d'incendie qui mentionne uniquement que : *« L'entreprise a mis à la disposition des employés partout où cela est nécessaire des extincteurs à eaux ou à poudres, ainsi que des points d'eau équipés de tuyaux d'arrosage »* ;

CONSIDÉRANT que les activités exercées sur le site ont évoluées depuis et que le plan de masse de 1991 recensant les différentes zones d'activité du site n'est plus en phase avec la réalité de terrain, par exemple la presse cisaille identifiée sur le plan à l'intérieur du bâtiment est utilisée sur l'aire extérieure de la plateforme ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite d'inspection du 15 avril 2024, l'inspection des installations classées a constaté qu'il n'y a plus de haies vives séparant le site exploité de la parcelle nord voisine n°0044, que les deux parcelles communiquent, que la société PURFER utilise cette zone nord dans le cadre de ses activités dont certaines relèvent d'un classement ICPE et qu'il s'agit donc d'une extension du périmètre d'exploitation ;

CONSIDÉRANT l'absence d'actualisation du contenu de la demande d'autorisation en matière d'étude de dangers liée à l'exploitation du site de Sorgues ;

CONSIDÉRANT que pour préserver les intérêts protégés par l'article L.511-1 du Code de l'environnement, la réalisation d'une étude de dangers du site répondant aux standards réglementaires en vigueur est nécessaire ;

SUR proposition de Monsieur le directeur départemental de la protection des populations ;

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er}

La société PURFER, ci-après dénommée l'exploitant, dont le siège social est situé RD 147 quartier de la gare sur la commune de Saint-Pierre-de-Chandieu (69780), est tenue de se conformer aux prescriptions définies par les articles suivants pour ses installations situées quartier de la Malautière, route de Camsaud sur la commune de Sorgues (84700).

ARTICLE 2

L'exploitant est tenu de transmettre, dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, une étude de dangers du site répondant aux dispositions de l'article L.181-25 du Code de l'environnement.

ARTICLE 3

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction conformément aux dispositions des articles L. 171-11 et L. 514-6 du code de l'environnement.

Un recours peut être formé auprès du tribunal administratif de Nîmes - 16 avenue Feuchères - CS 88 010 - 30 941 NÎMES cedex 09 :

- Par les tiers intéressés dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage du présent arrêté ;
- Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Le présent arrêté préfectoral peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais sus-mentionnés.

ARTICLE 4

En vue de l'information des tiers :

1. Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de la commune d'implantation du projet et peut y être consultée ;
2. Un extrait du présent arrêté est affiché à la mairie de la commune d'implantation du projet pendant une durée minimum d'un mois. *Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;*
3. Le présent arrêté est publié sur le site internet de l'État en Vaucluse pendant une durée minimale de quatre mois ;

ARTICLE 5

La secrétaire générale de la préfecture, le maire de Sorgues, le directeur départemental de la protection des populations, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement PACA, le directeur départemental des territoires, le délégué départemental de Vaucluse de l'agence régionale de santé PACA, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Vaucluse, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à l'exploitant.

Avignon, le

02 JUL. 2024

Pour la préfète
La secrétaire générale

Sabine ROUSSELY